

Covid-19: accord des 27 sur de nouvelles restrictions de circulation dans l'UE

Une nouvelle cartographie des zones les plus touchées par le virus et des restrictions de circulation plus strictes pour ces régions a été adopté.

Par Le Figaro avec AFP

Publié le 29/01/2021 à 15:03,

Mis à jour le 29/01/2021 à 16:13



Une nouvelle cartographie des zones plus touchées par le virus *DAMIEN MEYER / AFP*

Les ambassadeurs des Etats membres de l'UE ont approuvé vendredi une proposition de la Commission européenne prévoyant une nouvelle cartographie des zones les plus touchées par le virus et des restrictions de circulation plus strictes pour ces régions, a indiqué l'exécutif européen.

Face à la menace des nouveaux variants du coronavirus, la Commission avait présenté lundi ces recommandations --non contraignantes-- visant à «*fortement décourager les déplacements non essentiels, tout en évitant les fermetures de frontières ou les interdictions générales de voyage*».

Elles prévoient d'ajouter une nouvelle catégorie de zones à la carte sanitaire européenne publiée chaque semaine par l'agence chargée de la surveillance de l'épidémie, l'ECDC.

Ces zones «*rouge foncé*» correspondent à celles dont le taux d'incidence du Covid-19 est supérieur ou égal à 500 cas pour 100.000 habitants sur 14 jours.

Pour ces zones les plus à risque, tests et quarantaine devraient s'appliquer même en cas de voyage essentiel. Certaines exemptions sont toutefois prévues pour les habitants des zones frontalières et les travailleurs du secteur du transport.

Selon une carte préliminaire de l'ECDC vue par l'AFP jeudi, quatorze pays de l'UE ont au moins une région classée «*rouge foncé*».

Des mesures complémentaires sont possibles

La Commission tente de coordonner les mesures des Etats membres, soucieuse d'éviter une réédition du scénario du printemps dernier, quand les fermetures des frontières en cascade avaient entraîné le chaos dans la circulation des personnes et des marchandises au sein de l'UE et de l'espace Schengen.

Le Portugal, pays qui assure la présidence semestrielle de l'UE, a précisé lors de la réunion des ambassadeurs que des mesures nationales complémentaires étaient possibles, a-t-on indiqué de source diplomatique.

Ce pays, où les contaminations explosent, a lui-même décidé jeudi d'interdire les voyages non essentiels à l'étranger pendant quinze jours. La Belgique a pris une mesure identique depuis mercredi, et ce jusqu'au 1er mars.

L'Allemagne de son côté envisage une réduction drastique du trafic aérien avec des pays qu'elle considère comme les plus affectés par les nouveaux variants du coronavirus, dont le Portugal.

Le commissaire européen à la Justice, le Belge Didier Reynders, interrogé vendredi sur la mesure prise par son pays, a estimé que le fait qu'elle s'applique de façon générale, sans prendre en compte la situation sanitaire de la zone de provenance ou de destination, n'était «*pas conforme*» aux recommandations.

«*On aimerait que (cette mesure) ne soit pas prolongée et surtout que si des mesures sont prises, elles s'intègrent mieux dans les recommandations*», a-t-il dit sur la radio La Première (RTBF).